

Communiqué de presse

Les entreprises doivent s'opposer à la corruption pour encourager un développement économique durable

Un nouveau rapport montre que les pratiques commerciales frauduleuses coûtent des milliards de dollars et portent préjudice au commerce, au développement économique ainsi qu'aux consommateurs

New York/Berlin/Paris, 23 septembre 2009 – Selon un nouveau rapport que Transparency International (TI) a rendu public aujourd'hui, la corruption mondiale, pratiquée à une grande échelle sous la forme de pots-de-vin, d'entente sur les prix et d'abus d'influence sur les politiques publiques, coûte à la collectivité des milliards de dollars et entrave le chemin vers une croissance économique durable.

Le *Rapport Mondial sur la Corruption 2009 : la Corruption et le secteur privé* montre comment les pratiques de corruption constituent une force destructrice qui affaiblit les bases d'une compétition équitable, étouffe la croissance économique et met en fin de compte en péril la sécurité même de l'entreprise. Au cours des deux dernières années, les entreprises ont dû, à la suite de pratiques corrompues, s'acquitter d'amendes qui leur ont coûté des milliards de dollars. D'autres dégâts collatéraux s'ajoutent au coût financier, comme l'atteinte au moral des salariés et la perte de confiance des consommateurs et des partenaires commerciaux potentiels.

« *Il est essentiel d'encourager une culture basée sur l'intégrité de l'entreprise si l'on veut protéger l'investissement, accroître les succès commerciaux et assurer une stabilité que recherchent de la même manière les pays pauvres et les pays riches, particulièrement en cette période où nous commençons tout juste à entrapercevoir la sortie d'une crise historique* », a affirmé la Présidente de TI, Huguette Labelle.

Le rapport fait état de nombreux cas de dirigeants, d'actionnaires majoritaires et d'autres intervenants de l'entreprise qui abusent du pouvoir qui leur a été confié à des fins personnelles, et ce au détriment des propriétaires, des investisseurs, des salariés et de la collectivité dans son ensemble. Selon le *Rapport Mondial sur la Corruption*, dans les seuls pays en développement et en transition, les pots-de-vin versés à des politiciens corrompus et à des fonctionnaires d'État ont pu atteindre jusqu'à 40 milliards de dollars par an.

D'après les recherches effectuées dans le cadre du rapport, la moitié des cadres des grandes entreprises internationales interrogés ont estimé que la corruption entraînait une augmentation des coûts des projets d'au moins 10 %. Et en fin de compte, c'est le citoyen qui en fait les frais : les consommateurs ont payé un surcoût de l'ordre de 300 milliards de dollars à près de 300 cartels privés internationaux découverts entre 1990 et 2005.

Le rapport fait part d'un autre sujet d'inquiétude qui concerne l'influence abusive de certaines sociétés ou secteurs commerciaux sur les prises de décision politiques. Les efforts de lobbying manquent souvent de transparence et ont tendance à se faire à l'extérieur des systèmes de contrôle des décisions stratégiques des entreprises. En 2008, par exemple, environ un tiers des 100 sociétés qui font partie de l'indice de Standard & Poor's ont exigé un contrôle par leur comité de surveillance des dépenses politiques engagées au titre des affaires publiques.

Autre pratique mise en cause dans le rapport, le pantouflage entre la fonction publique et le secteur privé qui ouvre subrepticement la voie à des transactions malhonnêtes dans les passations de marché public, où les appels d'offre non-concurrentiels et les procédés opaques conduisent à un immense gâchis et à une fourniture de biens et services publics non optimale.

L'étendue et la variété des pratiques de corruption qui entachent le secteur privé surpassent de loin les efforts des quelques sociétés qui mettent actuellement en place des systèmes destinés à freiner ces abus de pouvoir et ces plus-values illicites. Selon le rapport, près de 90 % des 200 sociétés les plus importantes dans le monde ont adopté un code de conduite en la matière, mais moins de la moitié déclarent effectuer un contrôle de conformité.

De nombreux pays se situant en bas de classement de *l'Indice de Perception de la Corruption* publié chaque année par Transparency International, indice qui mesure dans plus de 170 pays les niveaux de perception de la corruption dans le secteur public, sont non seulement victimes de gouvernements sans scrupules, mais aussi de grandes sociétés prêtes ou contraintes à composer avec ces derniers.

L'intégrité de l'entreprise est un choix payant. Les sociétés qui ont mis en place des programmes de lutte contre la corruption ainsi que des lignes de conduite éthiques subissent moitié moins d'incidents de corruption et sont moins susceptibles de perdre des opportunités commerciales que les autres sociétés. Les outils de lutte contre la corruption dans les entreprises sont largement disponibles mais les entreprises doivent accélérer le rythme de leur mise en œuvre.

Le manque de confiance dans l'éthique d'entreprise, souligné par la crise économique actuelle, rend d'autant plus urgent le besoin de promouvoir les mécanismes de lutte contre la corruption, en tant que partie intégrante de la gestion d'une entreprise.

« Agir contre la corruption est dans l'intérêt financier des entreprises. Il est temps pour les sociétés de faire face au risque de payer des amendes se montant à plusieurs millions de dollars et à une perte de confiance à long terme des clients et des actionnaires », ajoute Huguette Labelle. Des directeurs avisés ont commencé à agir avec détermination contre la corruption afin de réduire les risques et de sécuriser le développement durable de leur entreprise.

Le secteur privé a également une responsabilité essentielle vis-à-vis de la société. Quand des entreprises sans scrupules pratiquent la corruption, les conséquences peuvent être dramatiques : pénurie d'eau, conditions de travail déplorables, abattage illégal des arbres, production de médicaments dangereux ou encore bâtiments construits illégalement ou médiocrement et qui s'écroulent en engendrant des pertes humaines. Le secteur privé a un rôle crucial à jouer dans la prévention de ces conséquences, en agissant avec transparence et responsabilité.

France

Daniel Lebègue, président de la section française de Transparency International, rappelle que *« TI France aide les entreprises françaises à mieux prendre en compte les coûts et les risques liés à la fraude et à la corruption, ainsi qu'à mettre en place des dispositifs de prévention et de conformité. Mais notre association est également attentive à la concurrence déloyale que font parfois à nos entreprises des concurrents peu scrupuleux et des pays qui ne respectent pas leurs engagements internationaux. Nous dénonçons sans relâche ces manquements aux règles de droit international »*.

Transparency International est la principale organisation de la société civile à la tête de la lutte contre la corruption.

A propos du Rapport Mondial sur la Corruption :

Le *Rapport Mondial sur la Corruption 2009* de Transparency international : *la Corruption et le secteur privé* (RMC) donne la parole à plus de 75 experts qui examinent l'échelle, la portée et les conséquences dévastatrices de la corruption d'entreprise. L'analyse est complétée par 45 rapports nationaux approfondis auxquels s'ajoutent une présentation des bonnes pratiques et des recommandations. Le Rapport mondial sur la corruption est la publication phare de TI. Publiée chaque année, elle rassemble autour d'un thème central ayant des liens avec la corruption des recherches et des analyses effectuées par des experts du monde entier.

Contacts presse:

Paris

Myriam Savy
Tel. : 01 47 58 82 08

Berlin :

Tél. : +49 30 34 3820666
press@transparency.org.

New-York :

Gypsy Guillén Kaiser
Tél. : +49 176 1000 2444